

Point 05 : Finances – Débat d’Orientations budgétaires

Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Dans un contexte d’incertitudes, de vents contraires, plusieurs options s’offrent à nous, soit se replier, réduire la voilure, entretenir l’austérité ou au contraire ne pas baisser la garde et continuer de développer le service public, soutenir l’économie locale et d’investir pour préparer l’avenir. Ce rapport d’orientations budgétaires traduit cette dernière orientation choisie par notre majorité et le choix d’allier encore et toujours la réponse aux défis sociaux et climatiques malgré les incertitudes nombreuses du contexte économique et social

L’heure est en effet grave avec les menaces que font peser sur nos finances les conséquences de la crise hyper inflationniste comme énergétique. Nous prenons d’ores et déjà ou prendrons demain dans le cadre de nos renouvellements de contrats de plein fouet les hausses de prix des fluides, gaz ou électricité. Cette situation, nous en sommes convaincus, ne peut plus durer et c’est le système global de dérégulation du marché de l’énergie qu’il faut interroger, questionner et combattre. L’État quant à lui, ne peut plus se contenter de saupoudrages en la matière et doit enfin être au rendez-vous et aux côtés des EPCI comme des communes. Aujourd’hui nous naviguons en plein brouillard faute de mécanisme cohérent de protection que nous appelons cependant de nos vœux avec par exemple la mise en œuvre d’un bouclier tarifaire universel ou la réouverture du tarif réglementé de vente aux collectivités. Cette gestion de crise de la part de l’État est critiquable mais c’est aussi de vision stratégique dont il manque tant. C’est bien fautes d’investissements suffisants dans le domaine et notamment dans le mix énergétique nucléaire et renouvelable, de libéralisation à marche forcée, que nos services publics sont désormais menacés et que les français risquent de subir délestages et coupures. Les élus communistes attachés à un grand service public national de l’énergie n’acceptent pas cet état de fait et continuerons dans cette assemblée comme ailleurs de combattre ces orientations mortifères. De cap mortifère il en est également question avec les différentes réformes de la fiscalité locale qui entraînent la réduction forte de l’autonomie des collectivités, tout en amenuisant toujours plus le lien entre nos finances et le dynamisme de notre agglomération (je pense ici à la suppression annoncée de la CVAE).

A l'inverse des orientations du duo Emmanuel Macron/Elisabeth Borne nous souhaitons maintenir une dynamique locale vertueuse comme en atteste notre haut niveau d'investissements (de 550 millions d'euros) prévu pour 2023 (comme la poursuite nos objectifs de PPI pour atteindre en fin de mandat les 3 milliards d'euros d'investissements au service des populations, de nos services publics et des communes de la métropole).

Ces investissements, au-delà de répondre aux besoins immédiats des populations participent également à adapter notre agglomération aux défis de demain qu'ils soient démographiques, sociaux ou environnementaux. C'est le cas lorsque nous investissons pour adapter et renforcer notre réseau de transports publics avec l'acquisition par exemple de nouvelles rames de tram ou encore de nouveaux bus; c'est aussi le cas relativement à la transition énergétique et la rénovation des bâtiments et du patrimoine, concernant également le cycle de l'eau avec la hausse des renouvellements de réseaux d'eau et d'assainissement ou la poursuite de la modernisation nos ouvrages, à l'égard aussi de nos objectifs de constructions et de rénovations de logements sociaux, domaine où nous nous devons collectivement de corriger la trajectoire.

Le volet fonctionnement quant à lui reflète l'augmentation du niveau des dépenses contraintes par l'inflation, la revalorisation du point d'indice des agents non compensée par l'État mais également la refonte du régime indemnitaire, politique volontariste de notre Métropole pour redonner du pouvoir d'achat à nos agents. Là où le pouvoir en place refuse obstinément toute véritable revalorisation des salaires, nous assumons prendre notre part à Nantes Métropole. Nous continuerons d'ailleurs à être attentifs dans ce cadre à la nécessaire adéquation entre budget de fonctionnement et notre cap soutenu en investissements.

Chers collègues, nous en sommes convaincus, ces lignes de force de nos orientations budgétaires pour 2023 viennent démontrer plus que jamais que les collectivités locales sont une des solutions pour sortir notre pays du marasme dans lequel Emmanuel Macron et des décennies de politiques libérales l'ont plongé. Elles traduiront aujourd'hui comme demain sur le terrain une métropole plus solidaire et respectueuse de son environnement.

Je vous remercie de votre attention.